



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement  
et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

20220614-DEC-DAEN0476

**ARRÊTE PRÉFECTORAL**  
portant mise en demeure à l'encontre de la société  
SPIT à BOURG LES VALENCE

La Préfète de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement, notamment son livre I, articles L.171-6, L.171-7 et L.171-8 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2472 du 11 juillet 1994 autorisant la société SPIT implantée 150 route de Lyon BP 104 26501 à BOURG LES VALENCE à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral cadre n°26-2021-04-20-00004 du 20 avril 2021 fixant en période de sécheresse le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans le département de la Drôme, hors bassins versants de la Valloire, de la Galaure et de la Drôme des collines ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°26-2022-05-31-00003 du 31 mai 2022 portant restriction provisoire de certains usages de l'eau dans le département de la Drôme, sur les bassins versants de la Plaine de Valence, du Royans-Vercors, bassin versant de la Drôme, Roubion Jabron, Berre, Méouge et Plaine aval de Valence ;

**Vu** le rapport de visite d'inspection de l'inspection des installations classées du 14 juin 2022 ;

**Vu** la consultation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté en date du 16 juin 2022 et son absence de réponse ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral n°26-2022-05-31-00003 du 31 mai 2022 impose aux exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement ne disposant pas d'arrêtés préfectoraux de modalités de limitation de leurs prélèvements d'eau, une diminution globale de 40 % de leurs prélèvements d'eau ;

**Considérant** que l'inspection a constaté lors de la visite du 13 juin 2022 que l'exploitant n'avait pas réduit de 40 % ses prélèvements d'eau ;

**Considérant** que l'exploitant a l'obligation, en application de l'arrêté préfectoral n°2472 du 11 juillet 1994, article 8.3, de tenir un registre hebdomadaire de ses prélèvements d'eau ; que cette obligation est également imposée par l'arrêté préfectoral n°26-2022-05-31-00003 du 31 mai 2022 précité ;

**Considérant** que ce manquement peut mettre en péril l'alimentation en eau potable ; que le suivi hebdomadaire est indispensable pour garantir le respect des diminutions imposées ;

**Considérant** qu'il convient de protéger la ressource en eau ;

**Sur proposition** de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SPIT, dont le siège social est situé 150 route de Lyon BP 104 26501 BOURG LES VALENCE, pour son établissement implanté à la même adresse, est mise en demeure, au plus tard sous 8 jours à compter de la notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de mesures relatives aux prélèvements d'eau pour les établissements industriels, commerciaux et artisanaux dont les installations classées pour la protection de l'environnement de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n°26-2022-05-31-00003 du 31 mai 2022 en période d'alerte renforcée soit une réduction de 40 % du volume de prélèvement d'eau mensuel de référence ;

Le volume de prélèvement mensuel de référence est le suivant :

- 50 600 m3 pour le mois de juin,
- 58 813 m3 pour le mois de juillet,
- 51 336 m3 pour le mois d'août,
- 25 967 m3 pour le mois de septembre,
- 31 952 m3 pour le mois d'octobre,
- 58 889 m3 pour le mois de novembre,
- 59 003 m3 pour le mois de décembre.

- de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2472 du 11 juillet 1994, article 8.3, concernant la tenue d'un registre hebdomadaire des prélèvements d'eau.

## **Article 2 :**

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1<sup>er</sup> du présent arrêté dans le délai imposé, il pourra être fait application des dispositions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, à savoir :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° ci-avant sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

## **Article 3 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

## **Article 4 :**


Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme ([www.drôme.gouv.fr](http://www.drôme.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 :**

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **29 JUIN 2022**

La préfète,

  
Pour la préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale  
**Marie ARGOUARC'H**